

Eau et assainissement : Encore de nombreux défis à relever pour le pays

Dossier de la rédaction de H2o
December 2018

En dépit des efforts consentis par le pays, le manque d'accès aux services eau, hygiène et assainissement continue d'avoir des répercussions sur la survie et la santé des enfants, entravant ainsi la performance globale du secteur.

La problématique d'accès à l'eau et à l'assainissement au Congo a fait l'objet d'un dialogue multisectoriel de haut niveau, organisé le 8 novembre à Brazzaville par le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique, avec l'appui de l'UNICEF. Cette rencontre fait suite à une feuille de route qui avait été proposée lors d'une mission du Stockholm International Water Institute et le bureau régional de l'UNICEF en septembre 2017. En effet, il avait été retenu la nécessité de tenir un dialogue de haut niveau pour le déblocage de la situation des points d'eau du projet Eau pour tous dont la majorité était en panne, faute de maintenance et de responsabilités qui n'étaient pas clairement définies entre ministères. Selon des statistiques disponibles, notamment une évaluation des différents programmes nationaux de développement (PND) sur ce secteur, le taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain est passé de 52 % en 2014 à 66 % en 2015 ; en milieu rural et semi-urbain, ce taux atteint 47 % en 2015 contre 27 % en 2014. Toutefois, ces données sont remises en cause par un rapport d'état réalisée en 2017 par la direction générale de l'hydraulique et de l'Agence nationale de l'hydraulique rurale. D'après ces deux administrations, 68 % des ouvrages hydrauliques n'étaient plus fonctionnels et le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a par conséquent baissé de 17 points de base. L'une des raisons réside dans l'absence de modèle local de gestion des points d'eau. Ainsi, pour le ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique, ce dialogue multisectoriel permettra une définition d'actions visant à booster le secteur. L'objectif de cet atelier est, à rappeler le directeur de cabinet, Yannick Lionel Nkodia, de consolider le dialogue permanent entre les acteurs du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Il s'agit également, a-t-il poursuivi, de proposer des solutions concrètes avec un plan de financement réaliste. "Ces indicateurs devront être confortés et améliorés avec la mise en service des systèmes d'adduction en eau potable et la poursuite du vaste projet Eau pour tous, mis en œuvre en 2013. Toutefois, malgré les lourds investissements consentis par l'État au cours de la dernière décennie, des défis restent encore à relever (...). En milieu urbain, la capacité de production des installations demeure faible, ce qui justifie la valeur stagnante du taux d'accès à l'eau potable en 2017", a-t-il souligné.

Une récente étude du programme eau et assainissement de la Banque mondiale a estimé à 1,1 % la perte de PIB consécutive à ce faible taux d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.

Parfait Wilfried Douniama, Les Dépêches de Brazzaville (Brazzaville) -À AllAfrica Â